



## COMPTE RENDU SYNTHETIQUE DE LA SEANCE PLENIERE DU 9 FEVRIER 2011 RELATIVE A L'APPROBATION DES NOMINATIONS AUX HAUTES FONCTIONS JUDICIAIRES

L'an deux mille onze, le neuvième jour du mois de février, les sénateurs se sont réunis pour la 36<sup>ème</sup> séance de la quatrième législature **pour approuver les nominations aux hautes fonctions judiciaires**. La séance qui était dirigée par Monsieur Gabriel NTISEZERANA, Président du Sénat, a débuté à 14 heures 42 minutes pour prendre fin à 18 heures 47 minutes. Elle a vu la participation de 35 sénateurs et a bénéficié de la présence du ministre de la justice et garde des sceaux qui avait représenté le Gouvernement.

Procédant à l'ouverture de la séance, le Président du Sénat a d'abord souhaité la bienvenue au ministre et l'a invité à présenter aux sénateurs les curricula vitae des candidats proposés par le Président de la République. Le ministre a indiqué que la proposition de chaque candidat s'est référée à certains critères comme la compétence, l'ancienneté et le respect des équilibres consacrés par la constitution. Ces propositions de réforme au niveau de la magistrature visent l'amélioration du travail au niveau du ministère de la justice et la lutte contre la corruption et les malversations économiques et ainsi, répondent au mot d'ordre du gouvernement de la « tolérance zéro ».

Lors du débat d'ordre général, les sénateurs ont posé des questions d'éclaircissement au ministre. Ces questions portaient essentiellement sur l'inquiétude liée au non respect des équilibres reconnus par la constitution spécialement en son article 208 - équilibre ethnique, régional et de genre - et sur le critère d'ancienneté qui n'aurait pas été tenu en considération.

A toutes ces questions, le ministre a fourni des éclaircissements.

A la question en rapport avec le non respect des équilibres consacrés par la constitution, le ministre a signifié que ces propositions constituent une émanation consensuelle du conseil supérieur de la magistrature et le produit des enquêtes effectuées au niveau national sur la façon dont ces hauts cadres du ministère remplissent leurs missions.

Par ailleurs, le ministre de la justice et garde des sceaux, Madame Ancile NTAKABURIMVO, a signifié que pour les futures nominations, le gouvernement

privilégierait les provinces qui n'ont pas alors été tenues en considération. De plus, il a promis que, dans l'avenir, il présenterait des statistiques faisant état des lieux de la représentativité ethnique, régionale et de genre au sein du corps de la magistrature afin que les différents déséquilibres qui datent de longtemps soient progressivement corrigés.

Quant à l'expérience professionnelle qui n'aurait pas été prise compte dans les propositions de nomination, il a été précisé que le gouvernement voulait apporter une solution au problème d'équilibre ethnique qui n'avait pas encore été vidé au sein du corps de la magistrature.

Après les débats, les sénateurs ont procédé à huis clos aux délibérations et les résultats se trouvent dans les tableaux ci-dessous :

- Nombre de votants : 36
- Majorité exigée :  $2/3$  des 36 = 24 (article 186 de la constitution de la République du Burundi)

## I. COURS ET TRIBUNAUX

N°	Nom et prénom	Poste	Oui	Non	Abstention
1	NIMPAGARITSE Sylvère	Président de la cour suprême	21	12	3
2	NTAHOMVUKIYE Emmanuel	Conseiller à la cour suprême	21	10	5
3	NKEZABAHIZI François	Président de la cour d'appel de BUJUMBURA	19	12	5
4	KUBWIMANA Révérien	Président de la cour d'appel de NGOZI	19	12	5
5	NIYAKIRE Adelaïde	Président du tribunal de grande instance de BUJUMBURA-MAIRIE	26	4	6
6	GATORE Sandrine	Président du tribunal de grande instance de RUYIGI	24	9	3
7	KIMAMBA Septime	Président du tribunal de grande instance de BURURI	22	10	4
8	MINANI Cécile	Président du tribunal de grande instance de	25	7	4

		BUJUMBURA-RURAL			
9	HATUNGIMANA Jean Claude	Président du tribunal de grande instance de CIBITOKÉ	28	4	4
10	HABONIMANA Pascaline	Président du tribunal de grande instance de MAKAMBA	25	7	4
11	NDIHOKUBWAYO Canisius	Président du tribunal de grande instance de RUTANA	27	5	4

## II. MINISTERE PUBLIC

N°	Nom et prénom	Poste	Oui	Non	Abstention
1	NDAYIZEYE Gaudence	Procureur général de la République	15	18	3
2	GATERETSE Emmanuel	Premier substitut général de la République	18	14	4
3	NGENDAKUMANA Sylvestre	Procureur général près la cour d'appel de Bujumbura	22	10	4
4	MINANI Désiré	Procureur général près la cour d'appel de NGOZI	20	12	4
5	SINZOYIBAGIRA Augustin	Procureur de la République à BUJUMBURA-MAIRIE	25	8	3
6	MUKESHIMANA Isaac	Procureur de la République à BURURI	24	8	4
7	MUSHINGWANKIKO Juma	Procureur de la République à BUJUMBURA-RURAL	17	15	4
8	NSABUWANKA Isaac	Procureur de la République à RUYIGI	25	7	4
9	BAZIRUWITONZE Bonite	Procureur de la République à KIRUNDO	22	10	4

La séance a, par la suite, été levée.